

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2024.686
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'une action régionale visant à s'assurer que les déchets réceptionnés dans les installations de stockage de déchets non dangereux sont bien des déchets ultimes, une semaine d'enregistrements vidéo a été demandée aux exploitants pour contrôler la conformité des apports.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray

- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | contrôle vidéo - données filmées | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 II | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Contrôle vidéo - données enregistrées | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Conditions d'élimination - contrôle % chargement benne | Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2 | contrôle vidéo – récupération vidéos | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 V | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le positionnement de la caméra dite « AGECE » qui filme les déchargements, ne permet pas de visualiser correctement les déchets, rendant ainsi les enregistrements quasiment inexploitable. Néanmoins, à l'issue d'un sondage, l'inspection a constaté le déchargement d'un liquide blanc, interdit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle vidéo -données filmées

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Données filmées |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...]</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; - la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. |
| <p>Constats :</p> <p>Le site Valambray - Billy est équipé d'une caméra dite "AGEC" au niveau du pont bascule pour filmer les plaques d'immatriculation des camions, complétée par une caméra au niveau du casier en cours d'exploitation.</p> <p>La caméra au niveau du quai de déchargement ne permet pas de visualiser la totalité des déchets déchargés des camions. Les vidéos sont très peu exploitables.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit repositionner la caméra de façon à visualiser correctement les déchargements de déchets et de permettre la corrélation entre le camion en décharge et la vidéo des plaques d'immatriculation. Il doit transmettre les justificatifs sous un délai d'un mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 2 : contrôle vidéo – récupération vidéos

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 V</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des vidéos</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>V.- [...] L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par : 1° Les agents de l'État mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ; [...] . Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 11 juin 2024, l'inspection a demandé à recevoir les enregistrements vidéo des déchargements et des plaques d'immatriculation de l'ensemble des camions réceptionnés entre le 3 et le 7 juin 2024. Les vidéos ont été transmises à l'inspection par l'exploitant.</p> |

| |
|----------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|----------------------------------------------|

N° 3 : Contrôle vidéo - données enregistrées

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle vidéo - données enregistrées |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les enregistrements transmis par l'exploitant sont sous forme de fichiers mp4, nommés en fonction de la date et de l'heure d'enregistrement. Sur les images vidéo, il n'est pas indiqué la date et l'heure d'enregistrement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rajouter la date et l'heure d'enregistrement sur les images vidéo et d'envoyer à l'inspection un justificatif sous 2 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Conditions d'élimination - contrôle % chargement benne

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, contrôle % chargement benne |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre,</p> <p>à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ; |
| <p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les enregistrements vidéo des déchargements du 3 au 7 juin 2024. Après visualisation par sondage, il a été constaté le déchargement d'un liquide blanc, le 7 juin 2024 vers 16h26 (Fichier nommé 07_06_2024 10_26_44 à 1:41 minutes de visualisation de la vidéo).</p> <p>La photographie illustrant ce constat est présentée en annexe de ce rapport.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous deux mois, l'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettre à l'inspection l'ensemble des documents d'acceptation correspondants à la non-conformité constatée : fiche d'information préalable, certificat d'acceptation préalable (CAP), rapport de caractérisation et attestation de l'obligation de tri conformément à l'article D541-48-4 du code de l'environnement. • renforcer ses pratiques de contrôles des déchets à réception pour empêcher le déchargement de déchets valorisables. Il informera l'inspection de l'organisation retenue pour répondre à ce point ; • fournir à l'inspection les éléments justifiant les suites données dans le cadre d'apports de déchets non-conformes et les actions correctives qui seront mises en œuvre pour empêcher la survenance de nouveaux apports non-conformes. • déclarer les apports non-conformes aux services des finances publiques pour application de la TGAP majorée en cas de non-respect de la réglementation et de transmettre à l'inspection les éléments justificatifs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |